

Recherche rapide de l'analyse-pays de l'OSAR du 12 mars 2018 sur le Pakistan: Les Afghanes et Afghans de l'ethnie hazâra et la citoyenneté pakistanaise

Questions adressées à l'OSAR:

- A quelles conditions les personnes afghanes et plus particulièrement celles appartenant au groupe ethnique des Hazâras peuvent-elles obtenir la citoyenneté pakistanaise?
- Dans quelle mesure l'ethnie hazâra est-elle considérée comme l'une des «*tribal communities*» du Pakistan?
- A quel type d'éducation les enfants de l'ethnie hazâra vivant à Quetta ont-ils accès?
- Dans quelle langue les livres scolaires utilisés dans les écoles de Quetta fréquentées par des enfants issus de l'ethnie hazâra sont-ils rédigés?
- *Ashkashida* et *oqr-é-ajai* sont-ils des plats typiques des membres de l'ethnie hazâra?

Pour répondre à ces questions, l'analyse-pays de l'OSAR s'est fondée sur des sources accessibles publiquement et disponibles dans les délais impartis (recherche rapide) ainsi que sur des renseignements d'expert-e-s.

1 Citoyenneté pakistanaise

Dispositions légales relatives à la citoyenneté pakistanaise. Selon la *loi sur la citoyenneté pakistanaise de 1951* (Pakistan, 13 avril 1951), il existe trois manières d'obtenir la citoyenneté pakistanaise:

- Être né-e au Pakistan;
- Avoir un parent pakistanais;
- Avoir immigré d'une autre région du sous-continent indo-pakistanaise entre l'entrée en vigueur de la loi sur la citoyenneté pakistanaise et le 1^{er} janvier 1952.

Selon un article publié par la *Friedrich-Ebert-Stiftung* (FES, septembre 2016) et rédigé par *Sanaa Alimia*, Research Fellow à la *Berlin Graduate School of Muslim Cultures and Societies* de la *Freie Universität* de Berlin, et un rapport du *UK Home Office* (juin 2017), les femmes étrangères peuvent obtenir la nationalité pakistanaise par mariage avec un homme pakistanais. *Alimia* a en outre indiqué le 9 mars 2018 par e-mail à l'OSAR que les hommes non pakistanais qui se marient à une femme pakistanaise ne pouvaient pas devenir citoyens pakistanais. Selon l'USDOS (3 mars 2017), la citoyenneté pakistanaise est obtenue par naissance au Pakistan. Toutefois, les enfants nés à l'étranger après 2000 peuvent obtenir la citoyenneté pakistanaise si leur mère ou

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 10-10000-5



leur père est citoyen pakistanais et qu'ils ont été enregistrés auprès des autorités compétentes.

La pratique relative à la citoyenneté et aux documents d'identité ne correspond pas aux dispositions légales. Selon un renseignement envoyé par courriel à l'OSAR le 8 Mars 2018 par *Alessandro Monsutti*, professeur d'anthropologie et de sociologie au *Graduate Institute* (HEID) de Genève, la citoyenneté au Pakistan et dans les pays voisins n'a pas forcément la même signification qu'en Europe. Même pour les citoyen-ne-s pakistanais-es, la pratique relative aux documents d'identité ne respecte pas la loi. Ainsi, les personnes nées au Pakistan et dont les parents ont la nationalité pakistanaise ont elles aussi des difficultés à obtenir des documents d'identité. Les demandes de documents impliquent ainsi parfois le versement de paiements informels.

Pratiquement aucune possibilité légale pour les Afghan-e-s, y compris les Hazâra afghan-e-s, d'obtenir par voie légale la citoyenneté pakistanaise. Selon les informations transmises le 8 mars 2018 par téléphone à l'OSAR par une *personne de contact au Pakistan experte sur le système juridique pakistanais*, il est impossible pour les citoyen-ne-s afghan-e-s vivant au Pakistan – y compris pour les membres du groupe ethnique des Hazâras – d'obtenir la nationalité pakistanaise par voie légale. Selon *Alimia / FES* (septembre 2016), «certains-e-s Afghan-e-s [auraient] obtenu la citoyenneté pakistanaise, soit légalement, soit par des voies informelles. [L]'accès (légal) à la citoyenneté est cependant très limité et la majorité des citoyen-ne-s afghan-e-s qui ont acquis la citoyenneté pakistanaise proviennent de groupes à revenu moyen supérieur et ont certainement bénéficié du soutien des acteurs politiques au Pakistan.»¹ *Alimia* a par ailleurs indiqué le 9 mars 2018 par courriel à l'OSAR que les Afghan-e-s ne pouvaient pas obtenir la naturalisation au Pakistan. La naturalisation au Pakistan serait un processus réputé difficile. Le journal pakistanais *Dawn* a rapporté le 11 août 2016 que le ministre de l'Intérieur pakistanais *Chaudhry Nisar Ali Khan* avait informé l'Assemblée nationale pakistanaise que les enfants de réfugiés afghans au Pakistan ne pouvaient pas obtenir la nationalité pakistanaise, même si leur mère était de nationalité pakistanaise.

Mesures gouvernementales visant à identifier les étrangers/ères en possession de faux documents d'identité pakistanais. Selon *Dawn* (11 août 2016), les autorités pakistanaises mènent depuis quelques années à l'échelle nationale une vérification de la légalité des documents d'identité pakistanais, afin de mettre la main sur les étrangers/ères en possession de faux documents d'identité. En août 2016, les autorités auraient ainsi identifié des milliers d'«intrus» et d'étrangers/ères en possession de cartes d'identité nationales (*computerised national identity cards* - CNICs) et les auraient retirés des arbres généalogiques.

¹ Citation traduite de l'allemand par l'OSAR.

2 Les Hazâras au Pakistan

2.1 Position sociale et accès à la citoyenneté pakistanaise

Les Hazâras ont été reconnus comme une «tribu locale» au Pakistan en 1962 et ont alors obtenu la citoyenneté pakistanaise. Selon un rapport non public de 2014 du *ministère des affaires étrangères et du commerce australien* (DFAT), cité par le *UK Home Office* (novembre 2016), le gouvernement pakistanais a reconnu le groupe ethnique Hazâra en 1962 comme un «peuple local» («*local tribe*»). A cette époque, les Hazâras vivant au Pakistan auraient obtenu la nationalité pakistanaise. Selon les informations transmises par courriel le 9 mars 2018 par *Sanaa Alimia*, ces personnes sont constituées d'Hazâras d'origine afghane - et de leurs descendants - qui, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, ont immigré en Inde britannique et sur le territoire actuel du Pakistan.

La grande majorité des Hazâras afghan-e-s ayant fui vers le Pakistan dans les années 1990 ne sont pas de citoyenneté pakistanaise. Selon un rapport de 2016 du DFAT cité par le *UK Home Office* (novembre 2016), les Hazâras ayant immigré plus récemment d'Afghanistan au Pakistan ne bénéficieraient pas d'un accès légal au *Computerized National Identity Cards* (CNIC), étant donné qu'ils ne possèdent pas la nationalité pakistanaise. Le rapport du DFAT du 1^{er} septembre 2017 confirme cette information. Selon le renseignement transmis par courriel à l'OSAR le 9 mars 2018 par *Sanaa Alimia*, la plupart des Hazâra afghans qui ont émigré au Pakistan depuis les années 1970 n'ont pas la nationalité pakistanaise. La grande majorité des Hazâras afghans ayant gagné le Pakistan pour fuir les persécutions des talibans entre le milieu et la fin des années 1990 ne sont pas non plus de citoyenneté pakistanaise.

Obtention de documents d'identité pakistanais dans les années 1990. Selon *Monsutti* (8 mars 2018), les membres de l'ethnie hazâra nés en Afghanistan disposaient dans les années 1990 de diverses stratégies pour obtenir des documents d'identité pakistanais. Ils devaient par exemple trouver un garant ayant des liens étroits au sein de l'administration ou un citoyen pakistanais prêt à les déclarer comme ses propres enfants.

Détérioration de la situation des Hazâras (chiites) au Pakistan, en particulier depuis le 11 septembre 2001; indifférence des autorités face à la violence contre les chiites. Les membres du groupe ethnique hazâra qui vivent au Pakistan subissent selon *Monsutti* (8 mars 2018) des pressions et leur position au sein de l'administration de la province du Baloutchistan et dans l'administration du Pakistan ne cesse de s'affaiblir. Il s'agit là d'une conséquence de l'évolution du contexte social et politique: alors que la minorité Hazâra, majoritairement de confession chiite, n'était par le passé pas considérée comme une menace, la majorité sunnite ne cesse depuis de la percevoir de plus en plus comme un corps étranger. Le changement le plus significatif a eu lieu après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis: les groupes militants sunnites au Pakistan ont alors adopté une attitude de plus en plus violente à l'égard de la minorité chiite et les autorités pakistanaises se sont souvent montrées indifférentes face à cette situation.

2.2 Etablissements scolaires

Dans les quartiers traditionnellement hazâras de Quetta, il existe des écoles publiques; l'accès à l'éducation pour les personnes sans documents d'identité pakistanais est difficile; les écoles privées pour les enfants hazâras afghans à Quetta ne sont pas reconnues par l'Etat. Selon *Monsutti* (8 mars 2018), Quetta, capitale de la province pakistanaise du Baloutchistan, compte plusieurs écoles publiques dans les quartiers traditionnellement habités par des membres de l'ethnie hazâra, comme Alamdar Road et Marriabad. Dans les nouveaux quartiers à croissance rapide, y compris Brewery et Kirani Road, la situation concernant l'accès aux écoles publiques est moins claire. En outre, l'accès à l'éducation au Pakistan n'est pas toujours facile, surtout pour les personnes sans documents d'identité pakistanais. Selon un rapport du DFAT du 15 janvier 2016 cité par le *UK Home Office* (novembre 2016), de nombreux enfants hazâras afghans fréquentent l'une des écoles privées de Quetta, qui en compte au moins 18. Ces dernières ne sont pas reconnues par le gouvernement provincial du Baloutchistan, mais sont accréditées par le Consulat général d'Afghanistan à Quetta. Le rapport du DFAT ne traite pas des écoles pour les enfants pakistanais hazâras, mais indique que les élèves sunnites et chiites fréquentent les mêmes établissements d'enseignement publics et privés.

La langue principale dans les écoles publiques est l'ourdou. Selon *Monsutti* (8 mars 2018), la principale langue enseignée dans les écoles pakistanaises est l'ourdou. Par conséquent, de nombreux Hazâras qui sont allés à l'école à Quetta - même ceux qui sont nés en Afghanistan - ne sont pas toujours pleinement alphabétisés dans leur propre langue (farsi ou dari/hazârâgi).

3 Plats typiques

Selon les informations fournies par courrier électronique le 9 mars 2018 à l'OSAR par une *personne de contact appartenant au groupe ethnique hazâra*, *ashkashida* et *oqr-é-ajai* sont des plats typiques des membres du groupe ethnique hazâra.

Alimia/FES, Septembre 2016:

«Einige Afghan_innen haben auch die pakistanische Staatsbürgerschaft erlangt, sei es auf legale Weise oder über informelle Kanäle. Die Anzahl der in diese Kategorie fallenden Afghan_innen ist unbekannt. Der (legale) Zugang zur Staatsbürgerschaft ist jedoch sehr begrenzt, und Afghan_innen, die die pakistanische Staatsbürgerschaft erlangt haben, stammen überwiegend aus den oberen mittleren Einkommensgruppen und dürften die Gunst politischer Akteure in Pakistan genießen. Nach dem pakistanischen Gesetz ist es Afghan_innen nicht gestattet, die pakistanische Staatsbürgerschaft anzunehmen, selbst wenn sie im Land geboren wurden. Gemäß dem Staatsbürgerschaftsgesetz von 1951 können nur Frauen, die einen pakistanischen Mann heiraten, eine Staatsbürgerschaft erlangen.» Source : Sanaa Alimia/Friedrich Ebert Stiftung (FES), Vom Ende der Geduld ; Afghan refugees in Pakistan, septembre 2016, p. 4 : <http://library.fes.de/pdf-files/iez/12934.pdf>.

Dawn, 11 août 2016:

«Interior Minister Chaudhry Nisar Ali Khan on Wednesday told the National Assembly that the children of Afghan refugees in Pakistan cannot be issued Pakistani citizenship documents. Answering queries during Question Hour, he said that the children of Afghan refugees were Afghans and not entitled to the privilege, even if their mothers were Pakistani citizens. (...)

*The minister told the house that a parliamentary committee was being formed to take up the issue of the blocking of computerised national identity cards (CNICs) of genuine Pakistani citizens, who were affected **during the ongoing drive against aliens possessing Pakistani documents.***

*In its written response before the house, the interior ministry said that the National Database and Registration Authority (Nadra) had taken several initiatives to facilitate the general public. **Directions have been issued to all registration centres that records should not be blocked merely on the basis of doubt, dialect or ethnic grounds. It said that CNICs were mainly blocked due to fake particulars/documents, or on the report of a verifying agency regarding clarification of national status of individual.***

However, before blocking a card, a legal notice is issued to an individual under Section 23 of the Nadra Ordinance 2000, asking them to appear before the zonal or regional board along with the requisite documents. "If the individual fails to appear before the verification board constituted by Nadra, their CNIC is blocked," the reply noted.

Later on, if individuals approach Nadra with the correct particulars and documents, their cards are modified and revoked after systematic procedure and board proceedings. For this purpose, revocation boards have been constituted in all zones and regions of Nadra, the reply further explained.

Nisar, however, said that cases of "Confirmed Aliens" are not revoked until their national status is verified by the verifying agency as a "Pakistan National". A total of 96,579 applicants' cards were blocked for being 'Confirmed Alien'.

*He said that in just one month, some 350 million CNICs had been re-verified under the latest drive. He also said the response of the public through the SMS had been mind-boggling and 3.5m messages had been received, **whereby thousands of intruders and foreigners were removed from family trees.**» Source: Dawn, Afghan refugees' children can't get CNICs: Nisar, 11 août 2016: www.dawn.com/news/1276821/afghan-refugees-children-cant-get-cnics-nisar.*

DFAT, 1^{er} septembre 2017:

«The majority of Hazaras in Pakistan have lived there for decades, are Pakistani citizens and can access formal identification such as Computerised National Identity Cards (CNICs). Hazara children born in Pakistan also have Pakistani citizenship. More recent Hazara arrivals from Afghanistan typically do not have

citizenship, but tend to have access to formal documentation in the form of immigration cards, which provides some rights such as access to drivers' licences.» Source: DFAT, Country Information Report Pakistan, 1 septembre 2017, S. 13: www.ecoi.net/en/file/local/1419312/4792_1512560659_country-information-report-pakistan.pdf.

Pakistan, 13 avril 1951:

«4. Citizenship by birth.— Every person born in Pakistan after the commencement of this Act shall be a citizen of Pakistan by birth:

Provided that a person shall not be such a citizen by virtue of this section if at the time of his birth: --

(a) his father possesses such immunity from suit and legal process as is accorded to an every of an external sovereign power accredited in Pakistan and is not a citizen of Pakistan; or

(b) His father is an enemy alien and the birth occurs in a place then under occupation by the enemy.

COMMENTS

5. Citizenship by descent.— Subject to the provision of section 3 a person born after the commencement of this Act, shall be a citizen of Pakistan by descent if his parent is a citizen of Pakistan at the time of his birth:

Provided that if the ¹[parent] of such person is a citizen of Pakistan by descent only, that person shall not be a citizen of Pakistan by virtue of this section unless: -

(a) that person's birth having, occurred in a country outside Pakistan the birth is registered at Pakistan Consulate or Mission in that country, or where there is no Pakistan Consulate or Mission in that country at the prescribed Consulate or Mission or at a Pakistan Consulate or Mission in the country nearest to that country ; or

(b) That person's ² [parent]is, at the time of the birth, in the service of any Government in Pakistan.

6. Citizenship by migration.— (1) The ³[Federal Government] may, upon his obtaining a certificate of domicile under this Act, register as a citizen of Pakistan by migration any person who ⁴[after the commencement of this Act and before the first day of January, 1952, has migrated] to the territories now included in Pakistan from any territory in the Indo-Pakistan sub-continent outside those territories, with the intention of residing permanently in those territories:

Provided that the Federal Government may, by general or special order, except⁵ any person or class persons from obtaining a certificate of domicile require under this subsection.

(2) *Registration granted under the preceding subsection shall include besides the person himself, his wife, if any, unless his marriage with her has been dissolved and any minor child or his dependent whether wholly or partially upon him.*» Source: Pakistan, Pakistan Citizenship Act, 1951, 13 avril 1951:
www.refworld.org/docid/3ae6b4ffa.html.

UK Home Office, juin 2017:

« 14. *Citizenship and nationality*

14.1 *Citizenship rights*

14.1.1 *Information issued on the Directorate General of Immigration and Passports website advised that **Pakistan citizenship can be acquired in specific circumstances including: 'Foreign ladies married to Pakistani nationals'; and 'Minor Children (below 21 years of Age) of Pakistan Citizen.'** Children born to Pakistani nationals outside of Pakistan are citizens by descent. Children born to a Pakistani mother and foreign national father after 18 April 2000 treated automatically as citizens of Pakistan. The Government of Pakistan has dual nationality agreements with 18 countries, including the UK.*

14.1.2 *The Pakistan Citizenship Act, 1951, stated that Pakistan citizenship could be acquired:*

- *By birth – Section 4 of the Citizenship Act;*
- *By descent – Section 5 of the Citizenship Act;*
- *By migration – Section 6 of the Citizenship Act;*
- *By Naturalization – Section 9 of the Citizenship Act;*
- *By Marriage – Section 10 of the Citizenship Act.*» Source: UK Home Office, Country Policy and Information Note Pakistan: Background information, including actors of protection, and internal relocation, juin 2017, p. 36-37:
www.ecoi.net/en/file/local/1402716/1226_1498738240_pakistan-background-cpin-v2-0-june-2017.pdf.

UK Home Office, novembre 2016:

«*The DFAT 2014 reported noted that 'The Government [of Pakistan] recognised the Hazara tribe as "local" in 1962 and Hazara residents at that time became citizens of Pakistan.'* However, in its 2016 report DFAT noted that '*Recent Hazara arrivals from Afghanistan are unable to legally acquire CNICs [Computerised National Identity Cards] because they are not Pakistani citizens. This can limit their access to government and other services.'* (...)

The DFAT [of 15 January 2016] report noted that 'Many Afghan Hazara children attend one of at least 18 private schools in Quetta... While the provincial government does not formally recognise these schools, they are accredited by the Afghan Consulate-General in Quetta.' Whilst not specifically mentioning the educational facilities for Pakistani Hazara children, DFAT noted that '*Sunni and Shia students attend the same public and private educational institutions.'*» Source: UK Home Office, Country policy and information note Pakistan: Hazaras, novembre 2016, S. 7, 23:

www.ecoi.net/en/file/local/1202399/1226_1479220206_pak-Hazaras.pdf.

USDOS, 3 mars 2017:

«Citizenship is derived by birth in the country, although for children born abroad after 2000, citizenship may be derived by descent if either the mother or the father is a citizen and the child is registered with the proper authorities.» Source: US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2016 - Pakistan, 3 mars 2017:
www.ecoi.net/en/document/1394543.html.